

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 23/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX ARA

Papelissier,
810 chemin des Taillandiers
26300 Chatuzange-Le-Goubet

Références : 20251223-RAP-DAEN1384
Code AIOT : 0006106990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2025 dans l'établissement ONYX ARA implanté Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26300 Chatuzange-le-Goubet. L'inspection a été annoncée le 05/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX ARA
- Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26300 Chatuzange-le-Goubet
- Code AIOT : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020, la société ONYX a été autorisée à exploiter, dans son centre de CHATUZANGE LE GOUBET :

- une extension en hauteur du casier de stockage de déchets non dangereux H, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.

- une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d'effluents liquides non dangereux.

L'exploitation de l'extension en hauteur du casier H s'est achevée le 3 septembre 2024, et l'exploitation du casier I a débuté le 4 septembre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- AR - 5

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I	Demande d'action corrective	3 mois
7	Réduction des émissions fugitives de gaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II	Demande d'action corrective	3 mois
11	Programme des travaux de réaménagement final du casier H	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Conditions générales des rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
13	Programme de surveillance	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.1.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Conditions de l'élimination –	Code de l'environnement	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	Contrôle vidéo	du 30/03/2021, article D541-48-1		
3	Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I	/	Sans objet
6	Cartographie des émissions diffuses	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - IV	/	Sans objet
9	Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III	/	Sans objet
10	Déclaration GERP des émissions en CH4	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté ministériel contrôlées sont dans l'ensemble bien respectées. Le programme de contrôle et de maintenance du réseau et de la plateforme de valorisation n°2 nécessite d'être un peu plus détaillé. Le programme de contrôle et de maintenance de la Wagabox est à récupérer auprès du prestataire.

Des modifications ont été apportées dans le cadre des travaux de la plateforme n°3 qui n'étaient pas prévues dans le dossier de porter à connaissance (ajout torchère). Un dossier de porter à connaissance est donc à déposer pour rajouter cette torchère et éventuellement supprimer la plateforme n°1 mise à l'arrêt.

Enfin, le programme des travaux de réaménagement final du casier H n'a pas été fourni en amont des travaux de couverture finale. Il est donc à transmettre rapidement à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-4
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Justificatifs de tri
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/05/2025

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/09/2025

Prescription contrôlée :

I.-Les producteurs des déchets non dangereux qui ne sont pas pris en charge par le service public local de gestion des déchets ne peuvent faire procéder à leur élimination dans des installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux non inertes que s'ils justifient respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2.

À cette fin, est transmise chaque année à l'exploitant de l'installation une attestation sur l'honneur signée par les représentants légaux des producteurs de déchets concernés comprenant :

1° La liste de leurs obligations de tri ;

2° La description des éléments de nature à démontrer le respect de ces obligations et notamment la liste des collectes séparées mises en place et les consignes de tri associées.

L'attestation sur l'honneur du producteur de déchets est transmise, préalablement à la réception de tout déchet pour l'année en cours, par ce producteur ou, lorsque les déchets sont apportés à l'installation par un autre détenteur que celui-ci, par ce dernier.

II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement de documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte.

Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.

Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie. Les documents portent sur :

1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique,

2° Les papiers graphiques ;

3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;

6° A compter du 1er janvier 2025, les déchets dangereux et les déchets textiles.

7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

Constats :

Il s'agit d'une suite de l'inspection du 20/05/2025 : le document FIPA (fiche d'information préalable à l'admission des déchets) utilisé par l'exploitant ne répond plus totalement aux exigences réglementaires imposées, son actualisation s'avère nécessaire. En effet, ce document ne doit pas se résumer à faire signer au producteur ou détenteur du déchet quelques dispositions générales, sans avoir de précisions sur l'application concrète des mesures en place concourant au respect de ces dispositions.

En amont de l'apport de déchets, et une fois par an pour les apporteurs de déchets réguliers, le producteur de déchets renseigne, via son espace client, une fiche d'information préalable à l'admission des déchets (FIPA), une attestation sur l'honneur du respect des obligations de tri et le rapport de caractérisation des déchets.

Deux types d'attestation de tri sont proposées : pour les collectivités et pour les autres producteurs de déchets.

Une attestation sur l'honneur du producteur de déchets renseignée par une collectivité (mairie) en date du 10/04/2025 justifiant du respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales a été consultée.

Une attestation sur l'honneur justifiant du respect des obligations de tri d'une entreprise en date du 13/02/2025 a également été consultée.

L'exploitant satisfait bien aux exigences réglementaires imposées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D541-48-1

Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Contrôle vidéo

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/05/2025
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 16/09/2025

Prescription contrôlée :

I.-Le présent article régit les conditions de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes dans les installations de stockage et d'incinération.

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er juillet 2021 [...]

II. [...] Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre :

-les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ;

-la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.

IV.-Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt

jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs.
<p>Constats :</p> <p>Il s'agit d'une suite de l'inspection du 20/05/2025 : le dispositif de contrôle par vidéo en place n'est pas satisfaisant puisqu'il ne permet pas, la nuit et peut-être aussi dans certaines conditions météorologiques, de lire les plaques d'immatriculation des camions apportant des déchets. De plus, les divers types de déchets déchargés sont parfois difficiles à bien distinguer, selon l'éclairage. Il convient de mettre en fonctionnement l'enregistrement de la vidéo suffisamment tôt pour que tous les camions accueillis dans le centre soient bien filmés, ce qui ne semblait pas être le cas le 28 janvier 2025. Par ailleurs, la durée d'indisponibilité de contrôle par vidéo a dépassé 5 jours consécutifs en juillet 2024, ce qui n'est pas acceptable.</p> <p>Un projecteur a été mis en place sur la zone de vidage le 07/11/2025. Le jour de l'inspection, les enregistrements débutaient à 7:00:57. L'exploitant présente un courrier du 10/07/2025 avec une relance en date du 25/11/2025 demandant au prestataire de décaler le démarrage de l'enregistrement à 6h45, le site ouvrant à 7h. Par courriel du 05/12/2025, l'exploitant a fourni le rapport d'intervention du 04/12/2025 concernant la modification des plages horaires d'enregistrement. L'enregistrement est maintenant réalisé de 06h50 à 17h15 du lundi au vendredi et de 06h50 à 12h15 le samedi matin, ce qui permet de couvrir la totalité des plages d'ouverture du site.</p> <p>Une arrivée de camion le 25/11/2025 à 7h26 est examinée sur les enregistrements. Malgré l'obscurité, la plaque du camion est bien visible. La zone de vidage éclairée par le spot est également bien visible.</p> <p>En 2025, les indisponibilités ont été de 27,4 h, soit 1,1 jour en janvier et de 8,9 h, soit 0,4 jour en mai.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination – Caractérisation, contrôle visuel
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 20/05/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 16/09/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Rappel des déchets interdits</p> <p>I.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p>

1° À compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;

2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets ;

3° A compter du 1er janvier 2024, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 30 %, en masse, de biodéchets ;

4° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés dont le contenu est constitué à plus de 30 %, en masse, de déchets textiles ;

5° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou autres contenants concernés constitué à plus de 70 %, en masse, de l'ensemble des déchets mentionnés aux 1° à 4° ;

III.-L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, pour les ordures ménagères résiduelles mentionnées à l'article R. 2224-23 du code général des collectivités territoriales qui ne sont ni des encombrants ni des déchets collectés en déchetterie :

1° A compter du 1er janvier 2025, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés comportant plus de 65 %, en masse, de biodéchets ainsi que de déchets relevant du principe de responsabilité élargie du producteur en application de l'article L. 541-10-1 ;

Prescription contrôlée

IV.-L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.

Cette procédure comporte notamment :

1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises.

2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.

Constats :

Il s'agit d'une suite de l'inspection du 20/05/2025 : comme déjà vu pour le point de contrôle n°5

(point n°1 de cette inspection), le document FIPA utilisé par l'exploitant ne répond plus pleinement aux exigences réglementaires imposées, son actualisation s'avère nécessaire.

La FIPA (fiche d'information préalable à l'admission des déchets) ne répond pas seule aux exigences réglementaires imposées. En amont de l'apport de déchets, et une fois pas an pour les apporteurs de déchets réguliers, le producteur de déchets renseigne, via son espace client, une fiche d'information préalable à l'admission des déchets, une attestation sur l'honneur du respect des obligations de tri et le rapport de caractérisation des déchets.

En complément de l'attestation de tri, les documents concernant l'entreprise ARC EN CIEL RECYCLAGE ont été consultés. La FIPA indique que les déchets produits sont des refus de tri (code déchets 19 12 12). Le rapport de caractérisation en date du 13/02/2025 indique qu'ils sont exonérés de réaliser le rapport de caractérisation prévu par l'article R.541-48-3 du code de l'environnement pour la raison suivante : ils produisent et font éliminer des résidus de tri issus d'une installation qui réalise un tri de déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 - I

Thème(s) : Risques chroniques, Présence de dispositif de collecte et de mesure des effluents gazeux

Prescription contrôlée :

I. - L'installation est équipée d'un dispositif de collecte des effluents gazeux de manière à limiter les émissions diffuses issues de la dégradation des déchets.

Le réseau de collecte du biogaz est raccordé à un dispositif de mesure de la quantité totale de biogaz capté. Le biogaz capté est prioritairement dirigé vers un dispositif de valorisation puis, le cas échéant, d'élimination par combustion.

Constats :

Le site est équipé de puits et de conduites permettant de capter et d'acheminer le biogaz vers la plateforme de valorisation de biogaz n° 2 ou la plateforme n° 3 permettant l'injection de biométhane dans le réseau.

Jusqu'au 11 avril 2024, la plateforme de valorisation de biogaz n°1 composée de 3 moteurs de 840 kW chacun et d'une torchère était en fonctionnement. Cette plateforme a été remplacée par une nouvelle unité d'épuration du biogaz avec injection de biométhane dans le réseau GRDF (la Wagabox). Cette unité est également équipée d'une torchère (plateforme n°3).

La plateforme n°2 est équipée d'un moteur de valorisation de 1400 kW et d'une torchère. Les moteurs sont dotés d'un système de cogénération permettant de récupérer la chaleur pour utilisation dans le process de traitement des lixiviats (dit « COGELIX »), avec notamment chauffage du bassin de stockage des lixiviats avant traitement.

Le réseau est équipé de débitmètres présents sur la canalisation d'alimentation du moteur de valorisation, de la torchère de la plateforme n°2, de l'unité d'épuration du biogaz et de la torchère de la plateforme n°3.

Le biogaz est prioritairement valorisé et n'est torché que lors de pannes ou d'opérations de maintenance sur les installations de valorisation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - I

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle du fonctionnement du réseau de collecte, qualité du biogaz

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz.

Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la dépression de puits de collecte de biogaz.

Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

La qualité du biogaz capté est mesurée tous les mois a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.

Constats :

La maintenance du réseau et des installations ainsi que la supervision via le logiciel Zenon sont assurées par un prestataire, SARPI THINTECH.

L'exploitant indique que la qualité du biogaz (CH₄, CO₂, O₂, H₂S), la dépression et le débit sont mesurés à fréquence hebdomadaire pour le casier recevant des déchets, bimensuelle pour le casier dont la couverture finale est en cours et trimestrielle pour les casiers en post-exploitation. Chaque puits fait ainsi l'objet d'une mesure à minima trimestrielle. Ces mesures réalisées à l'aide de dispositifs portatifs sont consignées dans un tableau où sont également indiqués l'ouverture de la vanne et les commentaires éventuels. L'exploitant dispose de différents dispositifs de mesure portatifs : deux analyseurs permettant de mesurer les concentrations en CH₄, CO₂, O₂, H₂, CO et H₂S, deux appareils permettant de mesurer la pression et un appareil de mesure de vitesse.

Au niveau des plateformes, une mesure est réalisée en continu sur le gaz brut. Elle concerne les paramètres suivants : débit, pression, température, concentration en O₂, CH₄ et CO₂. En complément, au niveau de la Wagabox, une mesure automatique de la concentration en H₂S du gaz brut est effectuée quatre fois par jour.

Dans le cadre de l'inspection, une mesure de qualité a été réalisée à l'aide d'un dispositif de mesure portatif sur la conduite d'arrivée de biogaz de la plateforme n°2, au niveau d'un point de prélèvement équipé d'un obturateur. Les valeurs s'affichent en % pour CH₄, CO₂ et O₂ et en ppm pour CO et H₂S. La mesure de concentration en H₂ ne semble pas fonctionner.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La mesure du CO et de l'H₂ est à mettre en place à fréquence mensuelle.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Cartographie des émissions diffuses

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - IV
Thème(s) : Risques chroniques, Cartographie des émissions diffuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard deux ans après la première réception de déchets biodégradables, l'exploitant de toute installation recevant des déchets biodégradables réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place.</p> <p>Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 6 mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle réalisé selon la même méthode au plus tard deux ans après la mesure précédente. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.</p> <p>Dans le cas où la cartographie des émissions diffuses de méthane ne révèle pas de défaut d'efficacité du système de collecte du biogaz, elle est renouvelée tous les cinq ans jusqu'à la fin de la période de post-exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fait réaliser une cartographie des émissions diffuses et un contrôle de l'impact olfactif chaque année.</p> <p>La dernière cartographie des émissions diffuses a été réalisée les 23 et 24 octobre 2024. Les émissions diffuses sont mesurées à l'aide d'un appareil spécifiquement développé pour rechercher les émissions fugitives de biogaz. Le parcours de mesures et les concentrations de méthane sont géolocalisées par un enregistrement en continu des positions GPS. Le système d'information géographique permet de localiser précisément les émissions fugitives de méthane et de représenter les concentrations mesurées avec un code couleur. Cette cartographie fait apparaître des émissions diffuses en périphérie du casier H dont la couverture est en cours de finition et au niveau d'un puits situé sur le casier AA'. Les préconisations sont d'optimiser l'étanchéité sur les pentes au niveau des ruptures de pentes sur toute la périphérie du casier H, de reprendre l'étanchéité du puits située sur le casier AA' et de maintenir un contrôle régulier des émissions fugitives. Il est précisé en conclusion que le 23 octobre 2024, ces émissions fugitives de biogaz se traduisent par un faible impact dans l'environnement, les odeurs perçues au-delà des limites de propriété sur une distance d'environ 400 m sont faibles à très faibles.</p> <p>La prochaine cartographie des émissions diffuses est prévue au mois de décembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Réduction des émissions fugitives de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - V
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des émissions fugitives de gaz

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à tout autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Constats :

L'exploitant fait réaliser une cartographie des émissions diffuses et un contrôle de l'impact olfactif chaque année. Le dernier rapport date du 20 novembre 2024.

Les émissions diffuses sont mesurées à l'aide d'un appareil spécifiquement développé pour rechercher les émissions fugitives de biogaz. Le parcours de mesures et les concentrations de méthane sont géolocalisées par un enregistrement en continu des positions GPS. Le système d'information géographique permet de localiser précisément les émissions fugitives de méthane et de représenter les concentrations mesurées avec un code couleur. Les 23 et 24 octobre 2024, 12km ont été parcourus avec l'appareil de mesure enregistrant 17 640 mesures dont 236 points d'émissions fugitives de méthane. Les concentrations les plus élevées sont localisées en périphérie du casier H dont la couverture est en cours de finition et au niveau d'un puits situé sur le casier A'A'.

Une géomembrane a été mise en place sur le flanc du casier H côté I pour limiter les émissions diffuses. Des événements ont été posés au niveau de la crête pour capter le biogaz bloqué sous la géomembrane. La deuxième partie des travaux de couverture finale aura lieu au 1er semestre 2026. Les travaux sont phasés et réalisés par zone et les réseaux reconnectés chaque soir pour limiter les fuites de biogaz.

L'exploitant indique que les fuites au niveau du puits 63 proviennent d'un flash au niveau du réseau.

La prochaine cartographie est prévue en décembre à l'issue des travaux de couverture des flancs du casier H et quand l'ensemble des puits sera connecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit fournir le justificatif de l'intervention sur le réseau alimentant le puits 63 sur lequel des fuites importantes de biogaz ont été décelées lors de la dernière cartographie des émissions diffuses.

Les résultats des mesures des émissions diffuses de biogaz sont à présenter dans le rapport annuel d'activité, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 12 – II et 21 – II
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositifs de valorisation ou d'élimination du biogaz
Prescription contrôlée : <p>Chaque équipement d'élimination du biogaz est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz éliminé et la température des gaz de combustion.</p> <p>Chaque équipement de valorisation est équipé d'un dispositif de mesure permettant de mesurer en continu le volume du biogaz valorisé.</p> <p>À l'amont de ces équipements de mesure sont implantés des points de prélèvement du biogaz munis d'obturateurs.</p> <p>L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle. Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils de mesure ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure.</p> <p>Les résultats des contrôles et les relevés réalisés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.</p> <p>Le contrôle des installations de traitement du biogaz est assuré a minima selon les modalités prévues à l'annexe II.</p>
Constats : <p>Les torchères sont équipées d'un débitmètre permettant de mesurer en continu le débit de gaz éliminé et d'une sonde de mesure en continu de la température.</p> <p>Les moteurs de valorisation et la Wagabox sont équipés d'un débitmètre permettant de mesurer en continu le débit de gaz valorisé.</p> <p>L'entreprise SARPI THINKTECH réalise la supervision de la plateforme de valorisation à l'aide du logiciel Zenon. Celui-ci permet de suivre en temps réel les différents paramètres (pression, température, débit).</p> <p>Une remontée d'information auprès d'Onyx est faite à fréquence journalière concernant le volume de gaz valorisé et le volume de gaz torché. Onyx dispose également du volume de gaz injecté dans le réseau.</p> <p>Dans le cadre de l'inspection, une mesure de qualité a été réalisée à l'aide d'un dispositif de mesure portatif sur la conduite d'arrivée de biogaz de la plateforme n°2, au niveau d'un point de prélèvement. Celui-ci est bien équipé d'un obturateur.</p> <p>Le programme de contrôle et de maintenance des moteurs de valorisation et des torchères est indiqué dans le rapport annuel d'activité. Il comprend trois parties en fonction de l'installation concernée : moteur, réseau et torchère. Il est précisé qui intervient et à quelle fréquence (SARPI</p>

<p>THINKTECH ou entreprise extérieure avec le nom de l'entreprise). Il comprend bien l'étalonnage des débitmètres et des analyseurs (fixes ou portatifs). Il manque cependant de détails concernant l'organe ou le dispositif concerné pour le moteur de valorisation.</p> <p>Chaque mois, le prestataire SARPI THINKTECH fait un bilan des opérations réalisées (maintenance, réglage,...) et met à jour le tableau de bord de suivi. Celui-ci mentionne la date, l'équipement concerné et l'opération réalisée.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas d'informations sur le programme de contrôle et de maintenance de la Waga Energy.</p> <p>Le bilan d'activité 2024 présente pour chacune des plateformes techniques de valorisation n°1 et n°2 (la plateforme n°3 ayant été mise en service le 19/09/2024) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la puissance livrée à EDF - le temps de fonctionnement - la puissance électrique moyenne - la disponibilité de la centrale - le débit moyen des moteur - le volume mensuel de biogaz valorisé - le pourcentage de méthane dans le biogaz valorisé - le débit moyen de la torchère - le volume mensuel de biogaz torché - la température (moyenne mensuelle) de la torchère - le temps de fonctionnement de la torchère - le taux de méthane départ torchère - l'énergie thermique valorisée
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le programme de contrôle et de maintenance des moteurs de valorisation et des torchères est à préciser.</p> <p>Le plan de maintenance de la Wagabox est à récupérer auprès du prestataire Waga Energy.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 9 : Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 21 - III</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle externe des équipements de destruction du biogaz</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4 500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4 500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.</p> <p>La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :</p>

SO ₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm ³ ; CO : 150 mg/Nm ³ .
<p>Constats :</p> <p>En 2024, un contrôle inopiné a eu lieu le 30/10/2024 sur les torchères des plateformes 2 et 3. Les résultats étaient non conformes au niveau du paramètre CO de la torchère n°2 et conformes pour le paramètre SO₂. Des actions ont été immédiatement mises en place par le prestataire SARPI THINKTECH avec un reparamétrage du système de régulation de la combustion.</p> <p>Un contrôle inopiné de recontrôle suite au résultat non conforme a eu lieu le 08/07/2025 sur la torchère de la plateforme n°2. Les mesures ont porté sur les paramètres CO, NO_x, HF, SO₂ et HCl. Les résultats sont conformes.</p> <p>Un contrôle inopiné a eu lieu du 19/08/2025 au 20/08/2025 sur les torchères des plateformes 2 et 3. Les mesures ont porté sur les paramètres CO, NO_x, HF, SO₂ et HCl. Les résultats sont conformes. La torchère de la plateforme n°1 ne fonctionnant plus depuis le démarrage de la Wagabox, celle-ci n'a pas fait l'objet d'un contrôle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors du dernier contrôle inopiné, le bureau de contrôle n'a pas mesuré la vitesse en sortie de torchère. La concentration en SO₂ étant inférieure à 300 mg/Nm³, il a cependant été possible de statuer sur sa conformité à l'arrêté ministériel. Pour les contrôles ultérieurs, l'exploitant devra s'assurer que le prestataire réalise bien les mesures de vitesse en sortie de torchère.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Déclaration GERE des émissions en CH₄

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.I
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE des émissions en CH ₄
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>-les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffusées dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ;</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2024, l'exploitant a déclaré dans GERE, le logiciel de déclaration des émissions polluantes, la quantité de méthane généré, capté et les émissions totales sur l'année. La quantité de dioxyde de carbone généré, capté et les émissions totales sur l'année ont également été déclarées. Concernant les paramètres SO_x/SO₂, NO_x, CO, poussières totales, HF, HCl et COV non méthaniques, les quantités rejetées sont très inférieures aux seuils de déclaration.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Programme des travaux de réaménagement final du casier H

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du programme de travaux

Prescription contrôlée :

Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires.

La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :

- une couche d'étanchéité ;
- une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ;
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre.

L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité.

Les travaux de revégétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site.

Les dispositions du présent article peuvent être adaptées par l'arrêté préfectoral d'autorisation si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence des dispositions qu'il prévoit. Toutefois :

- la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement ne peut être inférieure à 0,8 mètre ;
- pour les talus dont la pente excède 14 %, une telle adaptation est conditionnée à la présence d'une couche de drainage constituée de géosynthétiques et à la réalisation d'une étude de stabilité, l'épaisseur finale de la couche de terre de revêtement supérieure ne pouvant être inférieure à 0,5 mètre.

[...]

Constats :

L'exploitation du casier H s'est achevée début septembre 2024 et sa couverture finale est en cours de réalisation. L'exploitant n'a cependant pas transmis à l'inspection le programme des travaux de réaménagement final de cette zone, ni le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre le programme des travaux de réaménagement final du casier H ainsi que le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Conditions générales des rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Conduits et installations raccordées

Prescription contrôlée :

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance électrique en sortie ou capacité	Combustible	Hauteur	Diamètre en sortie	Vitesse mini d'éjection
N° 1	Moteur de valorisation électrique	840 kW	Biogaz	9 m	280 mm	25 m/s
N° 2	Moteur de valorisation électrique	840 kW		9 m	280 mm	25 m/s
N° 3	Moteur de valorisation électrique	840 kW		9 m	280 mm	25 m/s
N° 4	Moteur de valorisation électrique	1400 kW		11,99 m	365 mm	25 m/s
N° 5	Unité de combustion sans valorisation	Débit de traitement : 1500 m³/h		8,5 m	2000 mm	
N° 6	Unité de combustion sans valorisation	Débit de traitement : 1 000 m³/h		6,5 m	1600 mm	

N° de conduit	Installations raccordées	Puissance électrique en sortie ou capacité	Combustible	Hauteur	Diamètre en sortie	Vitesse mini d'éjection
N° 7	Oxydateur thermique	788 kW	Événements gazeux des unités membranaire et cryo-distillation liées à l'épuration du biogaz	5,9 m	600 mm	

Dans le cas du traitement du biogaz par torchères, les condensats sont éliminés en amont de chaque torchère par des dévésiculeurs.

Constats :

Le site est actuellement équipé de trois plateformes permettant la valorisation du biogaz :

- la plateforme de valorisation de biogaz n°1 composée de 3 moteurs de 840 kW chacun et d'une torchère. Cette plateforme a été mise à l'arrêt lors de la mise en route de la plateforme 3.
- la plateforme n°2 équipée d'un moteur de valorisation de 1400 kW et d'une torchère. Les moteurs sont dotés d'un système de cogénération permettant de récupérer la chaleur pour utilisation dans le process de traitement des lixiviats (dit « COGELIX »), avec notamment avec chauffage du bassin de stockage des lixiviats avant traitement.
- la plateforme n° 3 constituée par une unité d'épuration du biogaz avec injection de biométhane dans le réseau GRDF (la Wagabox). Cette unité est également équipée d'une torchère de 600 m³/h.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Initialement, dans le porter à connaissance déposé pour la création de l'unité d'épuration du biogaz avec injection de biométhane dans le réseau GRDF, il était prévu de réutiliser la torchère de la plateforme n°1. L'exploitant a fait le choix de ne pas réutiliser cette torchère et d'en rajouter une au niveau de l'unité d'épuration du biogaz. L'exploitant doit déposer un porter à connaissance concernant l'ajout de cette nouvelle torchère.

L'abandon de la plateforme 1, si elle est souhaitée par l'exploitant, devra également faire l'objet d'un porter à connaissance. Les équipements devront faire l'objet d'une mise en sécurité.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 13 : Programme de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 9.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission des résultats du programme de surveillance

Prescription contrôlée :

[...]

<p>Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 2.1.5 du présent arrêté, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les résultats de l'autosurveillance sont présentés dans le rapport annuel d'activité mais ne sont pas transmis à l'inspection à l'aide du logiciel de gestion des données d'autosurveillance GIDAF.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La transmission des données d'autosurveillance à l'aide du logiciel de gestion des données d'autosurveillance GIDAF est à mettre en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>